

POPULISMES

Pour ne plus avoir peur des migrants

La campagne électorale l'a encore montré: les leaders populistes aiment surfer sur le thème migratoire. Mais surtout en agitant les peurs. Et si on essayait plutôt de chercher des solutions? C'est l'objectif du dernier numéro d'*En Question*, la revue du Centre Avec.



La Belgique accueille des migrants depuis longtemps. Mais elle ne se reconnaît pas comme pays d'immigration.

2015: l'Europe est confrontée à une vague migratoire d'envergure. Venant d'Irak, de Syrie, de Libye et d'ailleurs, plusieurs centaines de milliers de personnes arrivent sur le Vieux Continent. Ils fuient la guerre, la famine, la dictature. Ils s'engouffrent par la Méditerranée, les Balkans. Au prix, parfois, de leur vie.

Inévitablement, l'Union européenne est visée. Au cœur de la crise, elle ne se révèle capable ni de parler d'une seule voix ni de mener une seule politique. Des clivages apparaissent, des camps se distinguent. Tandis que la chancelière allemande Angela Merkel se montre favorable à une politique d'ouverture, des pays tels que la Hongrie, la Pologne ou l'Autriche prônent une "Europe forteresse". Pendant ce temps, en bord de mer, la Grèce ou l'Italie se sentent abandonnées.

Si les flux migratoires diminuent bientôt, la problématique s'est inscrite à l'agenda politique. Elle est devenue un thème de campagne. Au fil des scrutins, des leaders populistes s'emparent du sujet. Capitalisant sur les peurs, ils les ali-

mentent aussi. Un peu partout, les Viktor Orbán, Matteo Salvini et autres Marine Le Pen ont le vent en poupe. La Belgique – la Flandre plutôt – n'est pas épargnée, comme en témoignent les gros scores du Vlaams Belang et de la N-VA aux dernières élections.

Attiser ou apaiser les peurs

Avoir peur des migrants? Bien sûr que c'est légitime. La peur de l'étranger, c'est la peur de l'Autre. Et cela n'a rien de neuf. Catherine Wihtol de Wenden, spécialiste des questions migratoires à Sciences Po – Paris, s'est plongée dans l'histoire. Elle indique qu'au XIX^e siècle, en France, les étrangers véhiculaient déjà leurs lots de préjugés. "La religion, montrée du doigt dans un pays laïque, servait de ligne de fracture: c'est ce qu'on reprochait aux Italiens, puis aux Polonais, mais aussi aux Flamands", explique-t-elle. "La violence était aussi une représentation répandue: l'Autre était volontiers décrit comme celui 'qui a le couteau facile' et qui ne se mélangeait pas." Au fil du

temps, de nouveaux stéréotypes se révèlent tenaces: à l'étranger sont ainsi fréquemment associés les dangers d'une démographie galopante, d'un coût social élevé, sans parler du risque sécuritaire. La peur de l'étranger n'est donc pas ancienne. Et elle peut se comprendre. N'est-on pas si bien entre soi? Dans son petit village, sa petite région, entouré de gens partageant les mêmes valeurs et coutumes... Devant les peurs, le politique se retrouve face à une alternative: soit il les attise, soit il les apaise. Ces dernières années, en Europe, bien souvent, il les a attisées. Comment? En stigmatisant l'étranger, en proclamant "les valeurs de chez nous", en fermant les frontières, en ne prévoyant pas de politique d'accueil digne de ce nom. "Ici, l'accueil est totalement désorganisé", regrette Altay Manço, docteur en psychologie sociale, directeur scientifique de l'IRFAM. "Les gens viennent par bateau. La moitié meurt dans la Méditerranée, l'autre moitié est exploitée par des trafiquants. Ils arrivent en lambeaux. Et ils dorment dans des parcs... Pour faire peur aux gens, il ne faut rien de plus!"

La peur, on y revient. En agitant les peurs, le politique les alimente aussi. Il ne lui reste plus alors qu'à se présenter en sauveur de la nation. Électoralement parlant, le calcul n'est pas forcément mauvais. D'un point de vue déontologique, c'est autre chose. Ne revient-il pas aux gouvernants d'apaiser les peurs? Ne leur incombe-t-il pas aussi de dire la vérité? Et la vérité, la voici: tant pour faire tourner nos économies que pour éviter un drame démographique, la migration est nécessaire!

Favoriser l'intégration

Alors, on fait comment? D'abord, on arrête de faire la politique de l'autruche. "Notre pays accueille

des migrants depuis des lustres", reprend Altay Manço. "C'est un pays d'immigration, au même titre que le Canada, par exemple. Mais il y a une différence: le Canada se reconnaît comme pays d'immigration, pas la Belgique." La prise de conscience, indispensable prélude à l'action! Ce n'est qu'ensuite qu'une stratégie peut être élaborée. On identifie les besoins du marché du travail, on définit des critères de sélection, on les communique... Lorsque le migrant arrive, on le reçoit, on cerne son profil, on identifie ses besoins de formation, on lui offre un stage, un hébergement. Au fil du temps, les mécanismes d'insertion disparaissent. L'intégration peut bientôt être ritualisée, célébrée. Le migrant devient un citoyen comme un autre.

Pour réussir, une telle politique nécessite l'implication des dirigeants politiques, mais aussi celle du monde économique. "Logique: ce sont les entreprises qui vont employer les migrants", détaille Manço. "Or, qui connaît mieux les besoins des entreprises que les entreprises elles-mêmes?" Pour renouveler le regard sur la migration, d'autres acteurs ont un rôle à jouer. Les médias, notamment, qui font entendre des récits en même temps qu'ils donnent à voir des héros. Les écoles aussi. En transmettant des connaissances, elles façonnent une mémoire collective. Sera-ce celle d'un pays homogène? Ou celle d'une terre de passage, enrichie au gré des traversées? Petit à petit, un autre récit se fait entendre. Nécessaire. Mais

fragile: un seul fait divers sera toujours plus puissant que des années de patient travail de terrain.

Vincent DELCORPS

"Qui a peur des migrants?". Dossier de la revue *En Question*, juin 2019. Infos et commande (7€): www.centreavec.be - info@centreavec.be - 02.738.08.28.



SÉBASTIEN MAILLARD

"La question migratoire a toujours été chère aux extrêmes"

Ancien journaliste à *La Croix*, Sébastien Maillard dirige aujourd'hui l'Institut Jacques Delors à Paris. Il explique en quoi la crise migratoire a aussi ébranlé l'Union européenne.

Quel regard portez-vous sur le rôle joué par les institutions européennes au cours de la crise?

Globalement, elles ont joué leur rôle. Mais souvent, elles ont voulu chercher des solutions purement rationnelles – en utilisant des modèles techniques, des calculs. J'aime beaucoup quand Luuk van Middelaar [NDLR: philosophe néerlandais, ancien speechwriter du président du Conseil européen Herman Van Rompuy] dit que l'Europe a calculé les quotas de migrants comme s'il s'agissait de quotas de poissons. Il est évident que ce sont là deux réalités différentes! L'Europe institutionnelle a donc montré sa volonté de bien faire mais aussi les limites de sa propre logique. À côté de cela, l'Europe politique a donné d'elle-même une image de confusion et de chaos.

Que voulez-vous dire par là?

La question migratoire a toujours été chère aux extrêmes, mais cette fois, on a assisté à un surinvestissement de cette question à des fins électorales. Et ce n'est pas fini. Durant la campagne présidentielle française de 2017, Marine Le Pen parlait encore de "Frexit", tandis que Jean-Luc Mélenchon évoquait le "plan B". Aujourd'hui, depuis les affres du Brexit, le discours sur une sortie de l'UE est devenu inaudible: on s'est rendu compte qu'il s'agissait d'une aventure hasardeuse dont plus personne ne voulait. Dès lors, on s'est rabattu sur la question migratoire...

Angela Merkel s'est démarquée en lâchant son "Wir schaffen das" ["Nous y arriverons"]...

C'était vraiment un cri du cœur, qui témoignait d'une vraie solidarité, sans doute chrétienne. Problème: ce discours était unilatéral. L'Europe ne peut pas marcher comme ça, il faut de la concertation.

